

DOC EN POCHE
PLACE AU DÉBAT

Deuxième
édition



FLORENCE JANY-CATRICE
DOMINIQUE MÉDA

Faut-il attendre la croissance ?

La Documentation
française

Préambule	5
Chapitre 1 Qu'est-ce que la croissance ?	9
Chapitre 2 Une histoire de la croissance.....	23
Chapitre 3 Les pays développés sont-ils condamnés à une croissance faible ?.....	39
Chapitre 4 Les dégâts de la croissance.....	55
Chapitre 5 La croissance verte est-elle une solution ?	71
Chapitre 6 De nouveaux indicateurs au service d'un nouveau modèle	83
Chapitre 7 Quel modèle social dans une société post-croissance ?	101
Chapitre 8 Quels changements pour une société post-croissance ?.....	117
Conclusion	131
Pour aller plus loin	135

Préambule

Préambule

En 1972 paraissait le rapport rédigé par Dennis et Donella Meadows, *The Limits to Growth*. Cet ouvrage mettait en évidence les risques d'effondrement de nos sociétés si celles-ci continuaient à afficher comme objectif la poursuite de la croissance. Succès mondial, ce rapport ne fut pourtant pas à l'origine d'une bifurcation majeure qui aurait pu faire gagner aux humains un temps précieux dans la lutte contre le changement climatique. Il aurait fallu changer trop d'habitudes, remettre en cause trop fortement le mode de vie des sociétés occidentales qui allaient bientôt être frappées par le premier choc pétrolier. La crise économique et sociale qui s'ensuivit allait refermer pour plusieurs décennies la parenthèse de la critique des dégâts de la croissance. Ce n'est qu'à la fin du xx^e siècle que celle-ci reprit, à la fois dans sa dimension écologique – notamment avec la création du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), qui allait mettre en évidence le rôle des activités humaines dans la dégradation du climat – et dans sa dimension philosophique, économique et sociale.

En France, un petit courant de pensée dit « des nouveaux indicateurs de richesse » se développait à la fin des années 1990, qui attirait l'attention sur les limites du produit intérieur brut (PIB), s'interrogeait sur la capacité de celui-ci à donner une bonne image de la richesse d'une société (*Qu'est-ce que la richesse ?* Dominique Méda ; *Reconsidérer la richesse*, Patrick Viveret), mettait en évidence l'existence d'indicateurs complémentaires ou alternatifs au PIB dans le monde (*Les nouveaux indicateurs de richesse*, Jean Gadrey, Florence Jany-Catrice), et remettait de ce fait en

cause la centralité de l'objectif de croissance (*Adieu à la croissance*, J. Gadrey ; *La mystique de la croissance*, D. Méda ; *Vers une société post-croissance*, Isabelle Cassiers, Kevin Maréchal, D. Méda). Longtemps très minoritaire, ces idées furent confortées en France par la mise en place de la commission Sen-Stiglitz-Fitoussi sur la mesure des performances économiques et du progrès social, sans cependant entraîner une quelconque remise en cause des politiques publiques dans un sens qui aurait été plus favorable à des pratiques de sobriété dans les productions et les consommations, et à un changement de paradigme.

Depuis quelques années, les voix prônant la nécessaire rupture d'avec l'objectif de croissance se font plus nombreuses et recueillent toujours plus d'intérêt. En janvier 2021, l'Agence européenne de l'environnement (AEE) prenait ses distances non seulement avec l'objectif de croissance mais aussi avec la notion de croissance verte, censée permettre de découpler la croissance de ses dégâts. L'AEE indiquait que la décroissance ou la post-croissance constituaient désormais des objectifs légitimes. Le sixième rapport d'évaluation du GIEC, dont les auteurs de ces lignes ont été relectrices ¹, a confirmé les doutes majeurs qui pèsent désormais sur la croissance. En France, les scénarios de l'ADEME ² ont également attiré l'attention sur le fait qu'il serait risqué de compter sur le seul progrès technologique pour atteindre la neutralité carbone en 2050 : une forte dose de sobriété est nécessaire.

La crise de la Covid-19 qui a mis les sociétés occidentales à l'arrêt entre mars et juin 2020 (et une partie de la Chine dans les

1. Pour le chapitre 5 et la synthèse pour les décideurs du troisième volet.
2. Dont les auteurs sont membres du conseil scientifique.

premiers mois de 2022), a accentué les inquiétudes nées d'une décroissance non désirée, tandis que l'hypothèse d'un lien entre productivisme, dégradation de la biodiversité et catastrophe sanitaire devenait de plus en plus réaliste.

Désormais en France, les idées de décroissance et de post-croissance font leur chemin : la candidate à la primaire écologiste pour l'élection présidentielle de 2022, Delphine Batho, leur a donné une certaine audience. Du côté académique, Jason Hickel, anthropologue, et Gorgios Kallis ou Timothée Parrique, économistes, portent le flambeau de la décroissance pendant qu'Éloi Laurent, Isabelle Cassiers, Kévin Maréchal, Jean Gadrey et les autrices de cet ouvrage, économistes et sociologues, préfèrent le terme de post-croissance pour des raisons exposées *infra*.

Depuis la première édition de ce livre, en 2016, des éléments nouveaux sont donc venus renforcer le camp de celles et ceux qui considèrent qu'il est urgent de rompre avec l'objectif de croissance. Cette nouvelle édition permet d'apporter de nouveaux arguments permettant de comprendre comment l'on peut changer de paradigme et engager nos sociétés dans la reconversion écologique pour le meilleur.

Chapitre 4

Les dégâts de la croissance

Les critiques du PIB et de la croissance sont aussi anciennes que les agrégats économiques eux-mêmes, mais sont restées longtemps considérées comme une question académique, autour de la capacité du PIB à mesurer le bien-être. Simon Kuznets lui-même en doutait : dans un article publié par le New Republic en 1962 et intitulé « How to Judge Quality » ? il écrit : « les objectifs pour plus de croissance devraient préciser plus de croissance de quoi, et pour quoi ». Cette perspective guide, depuis les années 1970, de nombreux travaux qui interrogent le lien parfois étroit établi entre PIB et bien-être, voire bonheur.

> Une relation discutée entre croissance et bien-être, croissance et bonheur

Les interrogations sur les conséquences de la croissance se diffusent progressivement dans toutes les strates de la vie des idées et de la vie publique. Une première série de travaux montre ainsi que la croissance du revenu ne s'accommode pas toujours d'un surcroît de satisfaction de vie ou de bonheur. C'est le résultat que Richard Easterlin établit au milieu des années 1970, à partir d'un constat paradoxal : d'une part, sur une période donnée, les populations riches déclarent globalement une satisfaction de vie plus grande que les populations pauvres. D'autre part, et c'est là le « paradoxe d'Easterlin », dans le temps, le revenu réel des habitants progresse sans pour autant que cela n'améliore le sort, déclaré, des individus. De manière générale, Easterlin insiste sur l'importance du revenu relatif, c'est-à-dire du rapport entre la progression du revenu d'un individu et celle des autres.

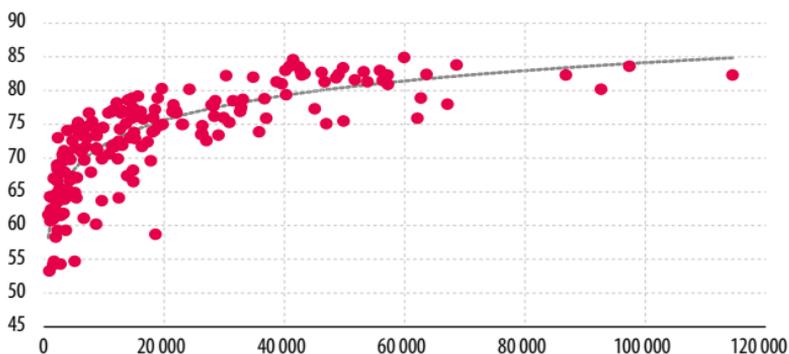
Il considère que c'est davantage ce revenu relatif qui influe sur le bien-être tandis que le revenu absolu semble ne pas avoir d'effet net. Depuis ces travaux séminaux, les recherches empiriques se sont multipliées d'abord parce que ces travaux s'inscrivent dans la science économique moderne néoclassique « qui a fait de l'utilité son fondement » (Davoine, 2012), mais aussi à la faveur du développement de la multiplication des bases de données subjectives, telles que l'Eurobaromètre, l'European Values Study, la World Values Survey, ou encore le Gallup World Poll. Toutes ne donnent pas raison à Easterlin. Certains, comme Sacks *et al.* (2012), considèrent que le revenu absolu continue d'être le facteur principal de bien-être, tandis que d'autres distinguent les relations selon le niveau général de revenu du pays. Gadrey montre ainsi, en mobilisant des données subjectives classiquement utilisées, qu'à partir d'un certain niveau de PIB (20 à 25 000 dollars par habitant et par an), le lien entre revenu et satisfaction de vie ou « bonheur » disparaît entièrement.

Au-delà de ces aspects subjectifs, dont les mesures ne font par ailleurs pas l'unanimité (voir chapitre 6), le lien entre PIB et bien-être continue d'être lui-même exploré. Des travaux soulignent un lien ténu, voire une absence de lien, entre la croissance et certains composants du bien-être. Par exemple en matière de santé, les données du PNUD montrent que, si au niveau mondial, on observe une forte concomitance entre PIB et espérance de vie, ce lien disparaît totalement au-delà d'un certain seuil de revenu par habitant. En 2019, ce seuil est de l'ordre de 30 000 dollars de revenu global.

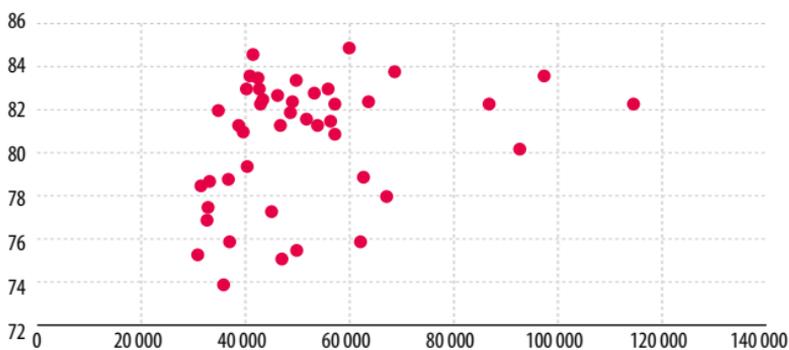
Si cette série de résultats interroge le lien entre PIB et bien-être, l'évolution de la situation écologique et sociale, notamment depuis les années 1970, conduit à ce que progressivement,

Revenu global et espérance de vie à la naissance

PIB/habitant et espérance de vie à la naissance :
tous pays, 2019



Espérance de vie à la naissance et niveau de PIB/habitant
pour les pays au-dessus de 30 000 dollars (PPP 2017) par habitant



Source : données du PNUD, traitement des autrices.

ces critiques changent de nature. Elles portent de plus en plus sur le fait que la croissance serait elle-même la source de dégâts majeurs, tant en termes écologiques que sociaux.